

RENOUVELLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le noir, le vert et la rose fanée

Le PSE, rassemblement au niveau européen des partis socialistes, l'un des grands blocs du Parlement européen, est sorti laminé du scrutin d'avant-hier.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

En perdant presque 70 sièges — c'est énorme —, le socialisme à l'européenne ne fait plus recette. Défaits, humiliés, écrasés, les partis socialistes se voient, désormais, contraints de constater que les grands rivaux verts sont devenus le repère à gauche. Pourtant, ce n'est pas, là, l'essentiel des enseignements à tirer de la votation du 7 juin. C'est la montée en flèche des partis anti-européens, les nonistes (en référence au non au traité constitutionnel appelé, alors, la Constitution Giscard

d'Estaing). C'est aussi, et surtout, l'enclavage de l'extrême droite au parloir de l'UE. L'on peut, d'ores et déjà, parler d'un vote historique en ce sens qu'il a bouleversé le rapport de force. Tant au niveau de l'Europe qu'au sein des Etats-nations. L'Europe est désormais autre. Frileuse, recroquevillée sur elle-même, prise à la gorge par des courants ténébreux et dont la colonne vertébrale de gauche, les socialistes, est cassée... La donne en Europe a changé, c'est évident. Le plus prestigieux Parlement au monde sera l'un des porte-voix de l'obscurantisme, de l'intolérance et de l'exclusion. Ajoutons encore le taux épouvantable de l'abstention et la corde est autour du cou des démocrates du Vieux-Continent.

A. M.



Photos : DF

PALESTINE

Entretiens au Caire sur les moyens de mettre fin à la division palestinienne

Le chef du bureau politique du mouvement Hamas Khaled Mechaâl a examiné, hier, au Caire avec le chef des renseignements égyptiens, le général Omar Souleimane, les moyens de «mettre fin à la division palestinienne en prélude à la reprise du processus politique». La rencontre de la délégation Hamas avec des responsables égyptiens s'inscrit dans le cadre des efforts égyptiens visant à mettre fin à la division palestinienne dans les plus brefs délais, à la lumière du nouveau discours politique américain qui intervient en

prélude à «la reprise du processus politique, l'instauration de la paix et d'un Etat palestinien indépendant», selon une source égyptienne. Dans ce sens, des entretiens avaient réuni dimanche au Caire le négociateur palestinien en chef, M. Ahmed Qoreï, à la tête d'une délégation du mouvement Fatah et le chef des renseignements égyptiens. Selon des sources palestiniennes, ces discussions ont porté également sur les incidents de Kalkya entre la police palestinienne et des membres du Hamas, qui ont fait plusieurs victimes de

chaque côté, et de la question des détenus politiques des deux mouvements et son impact sur l'avenir du dialogue palestinien et les relations entre les deux formations. L'Egypte avait appelé les mouvements Fatah et Hamas à faire preuve de «responsabilité» pour la réussite du dialogue. Dans une déclaration à la presse, le porte-parole de la diplomatie égyptienne avait souhaité la réalisation d'une avancée dans les questions en suspens, ajoutant que son pays ne ménagerait aucun effort pour le règlement de cette question.

FAMINE

Le directeur général de la FAO propose un «grand sommet mondial» pour éradiquer la faim d'ici 2025

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), M. Jacques Diouf, a proposé hier à Valence (Espagne), la tenue d'un «grand sommet mondial» consacré à la sécurité alimentaire afin d'éradiquer la faim dans le monde d'ici 2025.

Dans un discours prononcé après avoir été fait docteur honoris causa par l'Université polytechnique de Valence, M. Diouf a précisé que ce sommet coïncidera avec la Conférence de la FAO, prévue en novembre prochain. «Il nous permettra de parvenir à un large accord pour éradiquer d'une manière définitive la faim dans le monde, conformément à l'engagement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine lors du Sommet de Montevideo de 2006», a-t-il ajouté.

Pour lui, ce «grand sommet mondial» sera l'occasion de mettre en place les «mécanismes de coordination pour que la communauté internationale puisse affronter avec des réponses globales un problè-



me global comme celui de la faim et de jeter également les bases d'un nouveau système de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale et du commerce agricole».

Tout en soulignant que la terre «a la capacité d'alimenter toute la population mondiale, en produisant des aliments suffisants et grâce aussi à l'existence de technologies pour augmenter la production agricole», M. Diouf a relevé, cependant, que les «drama-

tiques conséquences de la crise alimentaire qui sévit dans le monde avec acuité depuis 2006 nous a amené à une situation beaucoup plus inquiétante que celle à laquelle nous avons fait face en 1996».

Dans ce contexte, il a rappelé que le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde s'est élevé de 76 millions en 2007, principalement à cause du renchérissement des prix des aliments.

«Avec l'augmentation de 40

millions d'autres personnes en 2008 et une prévision de plus de 100 millions en 2009, le monde aura aujourd'hui plus d'un milliard de personnes sous-alimentées, dont l'immense majorité dans les pays en développement», a-t-il indiqué. Pour faire face à cette situation, M. Diouf a préconisé l'urgence d'un «plus grand investissement» dans le domaine de l'agriculture, notamment dans les infrastructures rurales dans les pays moins développés, en soutenant les petits agriculteurs.

Une manière, a-t-il dit, de «reconnaître leur important rôle dans l'alimentation des populations les plus vulnérables». Il a souligné aussi que «le défi auquel nous faisons face consiste non seulement à garantir une alimentation adéquate à plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim d'ici la fin de cette année, mais aussi à parvenir à alimenter 9 milliards d'autres en 2050, afin que tous les êtres humains puissent mener une vie digne et que règne de manière stable la paix entre tous les pays».

CUBA — ÉTATS-UNIS

Fidel Castro :
«Il est trop tôt pour
juger Barack Obama
sur ses idées»

Le leader cubain, Fidel Castro, a indiqué hier qu'il était «trop tôt» pour juger le président américain Barack Obama sur ses idées avancées qui sont «en contradiction» avec la politique américaine suivie depuis des décennies. «Il est encore tôt pour émettre des jugements sur son degré de compromis avec les idées qu'il avance et jusqu'à quel point il est décidé à défendre, par exemple, un accord de paix sur des bases justes avec des garanties pour tous les Etats du Moyen-Orient», a souligné M. Castro. Selon le leader cubain, la difficulté à laquelle fait face le président Obama réside dans le fait que ce qu'il prêche est en «contradiction avec la politique suivie par la superpuissance depuis presque sept décennies». Le président Obama avait plaidé récemment au Caire pour un «nouveau chemin», fondé sur un respect mutuel entre les Etats-Unis et le monde musulman. M. Obama s'était également prononcé en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant, réclamé par les Palestiniens et la communauté internationale. Les Etats-Unis imposent depuis



1962 un embargo à Cuba, sauf pour les produits alimentaires et pharmaceutiques. Cet embargo est régulièrement dénoncé par les Nations unies. Le président américain a ordonné depuis son arrivée à la Maison Blanche, la levée des restrictions sur les voyages et les transferts d'argent des Cubains résidant aux Etats-Unis vers leur pays d'origine, marquant un premier assouplissement de la politique américaine envers l'île.

AFGHANISTAN

Plus de 40 talibans
et deux policiers tués
lors d'une
opération militaire

Plus de 40 rebelles talibans et deux policiers ont été tués dans le Sud afghan lors d'une opération des forces afghanes et internationales visant à sécuriser une province en prévision des élections d'août prochain, a annoncé hier la police. «L'opération s'est déroulée dans la province de Zabul, près de sa capitale, Qalat», un des foyers de la rébellion des talibans qui y détiennent au moins un district, a déclaré à la presse le chef de la police provinciale, Abdur Rahman Sarjang. «En une semaine, plus de 40 talibans ont été tués, et leurs corps pour la plupart laissés sur place», a-t-il déclaré. Lors de cette opération, deux policiers afghans ont également été tués, quatre autres blessés et six rebelles présumés arrêtés. «Celle-ci va se poursuivre jusqu'à ce que la zone soit assez sécurisée pour pouvoir y organiser les élections présidentielle et provinciales du 20 août prochain», a ajouté M. Sarjang.